



Bruxelles, le 14 décembre 2016  
(OR. en)

15557/16

**COPEN 387**  
**EUROJUST 169**  
**EJN 91**

**NOTE**

---

Origine:	M. Dimiter Tzantchev, Ambassadeur, Représentation permanente de la République de Bulgarie auprès de l'Union européenne
en date du:	22 novembre 2016
Destinataire:	M <sup>me</sup> Christine Roger, Directeur général, Conseil de l'Union européenne
Objet:	Transposition de la décision-cadre 2009/829/JAI du Conseil du 23 octobre 2009 concernant l'application, entre les États membres de l'Union européenne, du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions relatives à des mesures de contrôle en tant qu'alternative à la détention provisoire - Notification faite par la République de Bulgarie

---

Madame le Directeur général,

Veillez trouver ci-joint des notifications de la République de Bulgarie relatives à la décision-cadre 2009/829/JAI du Conseil concernant l'application, entre les États membres de l'Union européenne, du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions relatives à des mesures de contrôle en tant qu'alternative à la détention provisoire.

(formule de politesse)

(s.) Dimiter Tzantchev

En application de l'obligation qui incombe à la République de Bulgarie de transposer la *décision-cadre 2009/829/JAI du Conseil concernant l'application, entre les États membres de l'Union européenne, du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions relatives à des mesures de contrôle en tant qu'alternative à la détention provisoire*, la "loi sur la reconnaissance, l'exécution et la transmission des décisions relatives à des mesures de contrôles autres que la détention" a été adoptée (journal officiel n° 33 du 26 avril 2016). Cette loi entrera en vigueur le 27 mai 2016.

À cet égard, nous transmettons les notifications et déclarations ci-après, conformément à la décision-cadre:

**1) Notification au titre de l'article 6, paragraphe 1 ("Désignation des autorités compétentes"):**

En République de Bulgarie, c'est le tribunal provincial du lieu de résidence du destinataire de la décision qui constitue l'autorité compétente pour reconnaître les décisions relatives à des mesures de contrôle autres que des mesures privatives de liberté qui ont été prises dans un autre État membre de l'Union européenne. Dans le cas où la personne n'a pas de résidence sur le territoire bulgare, c'est le tribunal de la ville de Sofia qui est compétent pour reconnaître ce type de décision.

L'autorité compétente pour transmettre aux autres États membres de l'Union européenne toute décision relative à une mesure de contrôle est le procureur qui en est chargé du dossier.

**2) Notification au titre de l'article 8, paragraphe 2 ("Types de mesures de contrôle"):**

La Bulgarie est disposée à assurer le suivi des mesures suivantes:

a) une obligation de ne pas se livrer à certaines activités en liaison avec l'infraction ou les infractions qui auraient été commises, notamment de ne pas exercer une profession déterminée ou ne pas exercer ses activités professionnelles dans certains secteurs; ou

b) une obligation de déposer une certaine somme d'argent ou de fournir un autre type de garantie, soit en un nombre déterminé de versements, soit en une seule fois.

**3) Notification au titre de l'article 9, paragraphe 4 ("Critères concernant l'État membre auquel la décision relative à des mesures de contrôle peut être transmise"):**

Conformément à l'article 9, paragraphe 4, la Bulgarie peut reconnaître une décision relative à des mesures de contrôle concernant une personne ne résidant pas de façon continue ou permanente sur le territoire de la République de Bulgarie, et en assurer le suivi, dès lors qu'une ou plusieurs des conditions suivantes sont remplies:

1. l'intéressé(e) est ressortissant(e) bulgare;
2. le suivi de la mesure de contrôle peut être assuré en République de Bulgarie;
3. l'intéressé(e) a déclaré son intention de résider sur le territoire de la République de Bulgarie pour y effectuer un travail déterminé;
4. l'intéressé(e) est membre d'une famille résidant de manière permanente en République de Bulgarie;
5. l'intéressé(e) a déclaré son intention de résider sur le territoire de la République de Bulgarie pour y suivre une formation professionnelle ou des études.

**4) Notification au titre de l'article 21, paragraphe 3 ("Remise de la personne"):**

La République de Bulgarie fait usage de l'option prévue à l'article 2, paragraphe 1, de la décision-cadre 2002/584/JAI relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres.

**5) Déclaration au titre de l'article 24 ("Langues"):**

La République de Bulgarie déclare accepter les traductions de certificat vers le bulgare.